

ces compagnies-là. Mais dans l'ensemble de tous ces problèmes-là, est-ce que c'est du minerai qui manque chez nous? Absolument pas. Le ministre vient nous dire que ça dépend des marchés internationaux, que d'autres pays produisent eux aussi du nickel, du cuivre, de l'or, que ces autres pays-là entrent en concurrence avec nous. Est-ce qu'on divise ou diminue le travail chez nos travailleurs, notre potentiel de travail parce que les autres pays produisent du minerai? Absolument pas. Cela n'a absolument aucune relation directe avec ces choses. La seule relation directe qui existe, c'est que nous, au Canada, par l'entremise de notre gouvernement, nous n'avons pas su développer l'industrie secondaire au même point que d'autres pays ont su le faire, comme le Japon ou l'Allemagne, alors qu'on sait très bien que lors de la dernière guerre ces pays ont été détruits. Ils se sont trouvé un moyen financier, un moyen économique différent du nôtre pour relever leur économie. Qu'est-ce qu'on attend, au Canada, pour changer ce système économique-là, ce qui permettrait de relever notre économie? Nous avons les compétences, nous avons les intelligences capables de relever cela. Le seul facteur qui manque, c'est toujours la même chose: le facteur monétaire, le facteur économique, la base même de l'économie.

Je disais tantôt que le taux de chômage et l'inflation démontrent clairement que les méthodes économiques d'une époque moins complexe ne conviennent plus. Quelle autre méthode économique le ministre, dans la plaidoirie qu'il vient de faire, dans son «chiâlage» contre le parti néo-démocrate et contre les autres partis d'opposition, quelles solutions, quels changements économiques préconise-t-il? Absolument rien. Il reste dans les sentiers battus. Qu'est-ce que le gouvernement fait pour favoriser l'investissement dans la petite et moyenne entreprises? Absolument rien. Par contre, dans le discours du mini-budget, on indique, par exemple, qu'on veut permettre à ces compagnies-là d'investir davantage dans des pays sous-développés, sans aucune restriction, qu'on veut leur accorder encore des bénéfices pour qu'ils puissent investir davantage dans ces autres pays-là. Je n'ai absolument rien contre l'investissement dans des pays du Tiers-Monde, mais je pense que des régions au Canada se rapprochent drôlement du Tiers-Monde.

On arrive à des régions où 15 p. 100 de personnes sont enregistrées sur les statistiques de chômage. La population active finalement n'est que de 60 ou 61 p. 100. Je prendrai un exemple dans la province de Québec: Alors que dans le Nord-Ouest québécois, dans ma région, il y a 14.4 p. 100 de chômeurs et 59.8 p. 100 de gens qui sont au travail, si on additionne les deux ensemble, cela donne 74.2 p. 100 de la population au travail ou recevant un chèque d'assurance-chômage. L'autre 25.8 p. 100 des gens n'ont ni travail et n'ont plus droit à des prestations d'assurance-chômage; pourquoi n'en parle-t-on pas de ces gens-là qui ne sont plus une production réelle au Canada?

Pourquoi n'en parle-t-on pas de ceux-là? Ce sont aussi des chômeurs. Ce qui veut dire qu'on en est rendu à tout près de 40.2 p. 100 de chômeurs dans une région comme le Nord-Ouest. Dans l'ensemble du Canada, on en est rendu à pratiquement 40 p. 100. Et on n'a pas trouvé le moyen et on ne cherche même pas à en trouver un, lorsqu'on apporte des suggestions pour financer: toute production nouvelle doit être financée par des crédits nouveaux, et non pas par des emprunts comme c'est la situation présentement. Des taxes! Le premier

Chômage dans l'industrie minière

ministre est capable de répondre. Qu'on nomme des gens qui sont prêts à prêter de l'argent sans intérêt. La Banque du Canada, elle, est en mesure de les créer ces crédits-là, basés sur la production, pas basés sur le jeu des banques à charte, pas basés chez les voisins, non, basés sur la production canadienne, sur les richesses naturelles, l'exploitation de nos richesses. Lorsque le gouvernement aura compris cela, que des nouveaux crédits émis par la Banque du Canada pourraient être émis selon la nouvelle production ce sera merveilleux. Je pense que l'ensemble des députés ici admettent volontiers qu'on a quand même, malgré nos problèmes, nous avons quand même un accroissement de notre production nationale chaque année.

Elle diminue considérablement ces années-ci mais elle augmente malgré tout. Si on se base sur cette augmentation, l'émission de crédits nouveaux qui pourraient être distribués dans la création ou dans l'aide que l'on accorde à la moyenne et la petite entreprise, dans l'aide à l'industrie secondaire, cela permettrait effectivement à notre entreprise primaire de travailler et d'exploiter nos richesses, non pas dans le but de les exporter à d'autres pays en matières brutes comme cela se fait présentement, mais de les raffiner chez nous, de les transformer chez nous en produits finis. Après cela, les surplus de produits finis pourront être envoyés sur le marché international afin d'être vendus. A ce moment là, nous aurons accordé la garantie à nos travailleurs de pouvoir travailler chez nous.

C'est là l'ensemble du problème, monsieur le président. C'est là l'ensemble du problème et des solutions valables aux problèmes qui affligent l'industrie primaire présentement.

Mais ce n'est pas différent chez les Américains. Je faisais partie d'une délégation parlementaire à un certain moment, et on me disait aux États-Unis qu'on avait la même attitude qu'au Canada. Notre gouvernement, notre si beau gouvernement libéral a cette même attitude. Aux États-Unis, on me disait: Les multinationales et toutes ces grosses compagnies, on ne peut pas leur serrer la vis trop fort, parce qu'elles fermeront leurs portes et nous aurons 800,000 chômeurs sur les bras. Que ferons-nous alors? On dit: Qu'est-ce qu'on va faire? Il faut trouver un moyen économique afin de solutionner ce problème et non passer son temps à copier les autres, à toujours copier nos voisins américains.

J'ai entendu dire que la Banque islamique accordait des prêts sans intérêt au pays sous la coupe de cette banque. Mais le gouvernement n'est pas assez intelligent pour se rendre compte qu'au lieu de choisir un système d'endettement, il serait avisé d'aller voir la Banque islamique afin de savoir de quelle façon on fonctionne là avec les prêts sans intérêt. Il s'agit de prendre cette méthode et de l'appliquer au Canada, ce qui solutionnerait les problèmes réels.

On se rend compte, de fait, que le gouvernement n'est pas intéressé à solutionner ce problème. Le seul intérêt qu'il a dans ce dilemme est de trouver un moyen afin de taxer quelqu'un et, lorsque le problème persiste, comme c'est le cas présentement, il faudrait dire aux gens: Mais ce n'est pas de notre faute, c'est de votre faute à vous autres. Comme dans le cas des mineurs, par exemple, ils diront: Ce n'est pas de notre faute, c'est de votre faute. Divisez entre vous votre semaine de travail et cela saura solutionner le problème.

Monsieur le président, c'étaient là les quelques observations que j'avais à faire et, en résumant, la suggestion émise par le